



Assemblée générale

SEP 14 1992

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

A/47/327/Add.1  
21 août 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/RUSSE

Quarante-septième session  
Point 137 de l'ordre du jour provisoire\*

PROTOCOLE ADDITIONNEL, RELATIF AUX FONCTIONS CONSULAIRES, A LA  
CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS CONSULAIRES

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
II. REPONSES RECUES DES ETATS MEMBRES ET AUTRES ETATS PARTIES A LA CONVENTION .....	2
Autriche .....	2
Bélarus .....	3

\* A/47/150.

AUTRICHE

[Original : anglais]

[13 juillet 1992]

1. Aux quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a examiné une proposition commune de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, visant à élaborer un protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Un certain nombre de délégations ont fait des propositions utiles et formulé des idées intéressantes lors du débat à la Sixième Commission et dans les observations qu'elles ont présentées par écrit.
2. La Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 constitue l'un des instruments internationaux les plus importants qui soient issus des travaux de la Commission du droit international. Elle a codifié le droit consulaire international et, en même temps, l'a développé dans un sens progressiste. Si la Convention s'est avérée précieuse au fil des ans, on s'aperçoit toutefois, en analysant les articles, qu'elle se concentre principalement sur les privilèges et immunités consulaires et ne contient pas de règles détaillées sur les fonctions consulaires. A titre d'exemple, l'article 5 de la Convention de Vienne - énumération non exhaustive des fonctions consulaires les plus importantes reconnues par le droit international - se caractérise par un certain manque de précision.
3. Pour cette raison, l'Autriche et la Tchécoslovaquie ont pris en commun une initiative visant à compléter et à préciser les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires en lui adjoignant un protocole additionnel traitant des relations consulaires. Les deux auteurs ont été particulièrement heureux d'entendre un certain nombre de délégations à la Sixième Commission dire que les efforts visant à compléter et à préciser les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, relatives aux fonctions consulaires, au niveau multilatéral, constituent un exercice utile et pourraient aider à combler une lacune dans ce domaine.
4. Dans l'intérêt du développement progressif du droit international, la formulation d'une définition plus précise, acceptée sur le plan international, du champ d'application des fonctions consulaires, pourrait effectivement contribuer à une application universelle des règles pertinentes.
5. Il a été souligné, au cours des débats à la Sixième Commission, qu'un certain nombre d'Etats parties à la Convention de Vienne avaient conclu des accords consulaires bilatéraux dans lesquels étaient explicitées les fonctions énumérées dans la Convention. Il convient de reconnaître qu'une approche bilatérale offre une certaine souplesse pour définir les besoins particuliers des deux pays concernés. Il est toutefois évident qu'une approche bilatérale a ses limites, aucun Etat n'étant en mesure de réglementer sur le plan bilatéral les fonctions consulaires avec tous les autres membres de la communauté internationale. Un cadre multilatéral - sous la forme d'un protocole facultatif - serait utile aux pays qui préféreraient un instrument multilatéral à une multitude d'accords bilatéraux.

/...

6. Un certain nombre de pays ont également souligné qu'ils préféreraient que les fonctions consulaires ne soient pas définies de façon trop précise, estimant que des problèmes risqueraient de se poser si les règles énoncées dans un nouvel instrument éventuel étaient trop détaillées. Il n'a jamais été dans l'intention des auteurs du projet de protocole additionnel de réglementer tous les détails. Le droit international coutumier continuerait de régir les questions qui ne seraient pas expressément abordées dans un nouvel instrument éventuel.

7. L'Autriche estime que, compte tenu des différents commentaires et observations reçus, la question d'un protocole additionnel à la Convention de Vienne sur les relations consulaires devrait être examinée attentivement à la Sixième Commission au cours des consultations officielles devant se tenir conformément aux dispositions de la résolution 46/61 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1991. Au cours de ces consultations officielles, toutes les délégations intéressées pourraient examiner minutieusement les questions de fond posées dans la proposition austro-tchécoslovaque et les différentes observations et suggestions faites lors du débat et par écrit, dont certaines sont extrêmement détaillées. Ces consultations devraient être orientées dans le sens de l'élaboration d'une proposition concrète pour la formulation d'un protocole facultatif. L'Autriche n'épargnera aucun effort pour contribuer au succès de ces délibérations.

#### BELARUS

[Original : russe]  
[17 juillet 1992]

1. la République du Bélarus est en général en faveur de l'initiative commune de la République d'Autriche et de la République fédérale tchèque et slovaque concernant l'élaboration et l'adoption, par l'Organisation des Nations Unies, d'un protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963.

2. En tant que partie à la Convention de Vienne depuis 1989, le Bélarus note l'importance de la Convention comme instrument international universel régissant les relations consulaires entre les Etats. Néanmoins, il semble judicieux de regrouper tous les éléments constitutifs de l'exercice pratique des fonctions consulaires en un instrument juridique international distinct qui compléterait et développerait les dispositions de la Convention de Vienne. A cet égard, il convient de noter avant tout que, pour diverses raisons, tous les Etats ne sont pas en mesure de conclure des accords bilatéraux sur les relations consulaires concernant de tels éléments et que le protocole proposé leur permettrait de disposer d'une base juridique utile susceptible d'améliorer la pratique consulaire à la lumière des conditions actuelles et des besoins qui diffèrent à certains égards de ceux qui prévalaient au moment où la Convention de Vienne a été élaborée.

/...

3. Cela étant, la République du Bélarus appuie la proposition tendant à créer, dans le cadre de la Sixième Commission de l'Assemblée générale, un organe approprié qui sera chargé de coordonner les positions des Etats en ce qui concerne l'adoption d'un protocole additionnel relatif aux fonctions consulaires et à trouver une formulation mutuellement acceptable du texte de ce protocole sur la base du projet présenté par l'Autriche et la Tchécoslovaquie, compte étant dûment tenu des observations déjà formulées par les Etats Membres sur ce projet. En adoptant ultérieurement le texte final du protocole ainsi formulé, l'Assemblée générale pourrait apporter une contribution importante à la célébration de la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

4. La délégation de la République du Bélarus à la Sixième Commission envisage de participer aux travaux d'élaboration du projet de protocole additionnel et compte y faire des propositions pratiques concernant le texte du protocole.

-----